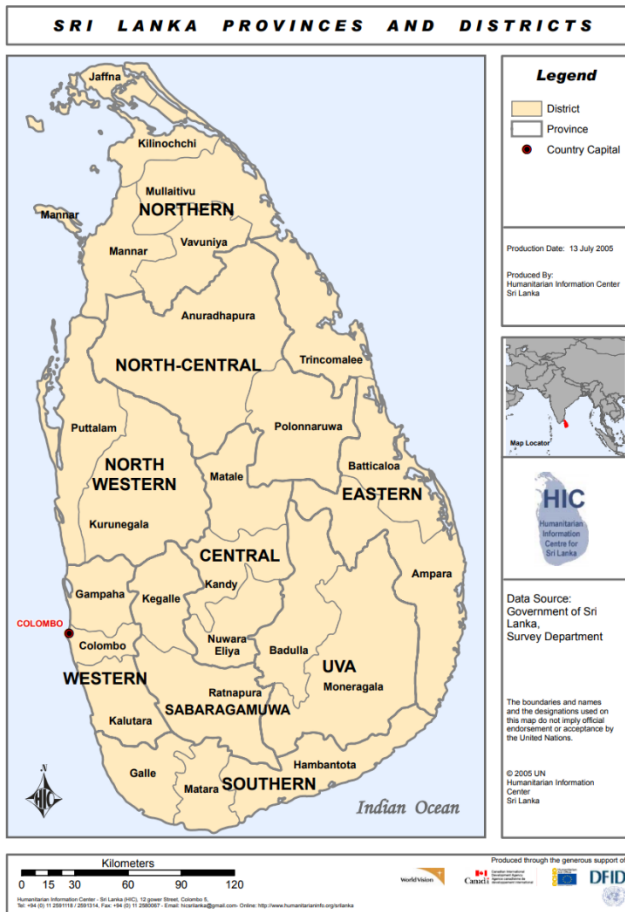


# Factsheet Sri Lanka

Mai 2024



Carte : [ONU OCHA, 2007](#)

## 1 Faits et chiffres

**Population** : environ 23,3 millions de personnes ; population urbaine : 19 % (estimation [2023](#))

**Ethnies et langues** : Singhalais·e·s (langue : singhalais) 74,9 %, Tamoul·e·s sri-lankais·e·s (langue : tamoul) 11,2 %, Maures sri-lankais·e·s (langue : tamoul), Tamoul·e·s indien·ne·s (langue : tamoul) 4,2 %, autres groupes 0,5 % (estimation [2012](#))

**Religion** : bouddhisme 70,2 %, hindouisme 12,6 %, Islam 9,7 %, catholiques romain·e·s 6,1 %, autres chrétien·ne·s 1,3 %, autres religions 0,05 % (estimation [2012](#))

**Système politique** : république présidentielle ; président : Ranil Wickremesinghe (depuis le [21 juillet 2022](#)) ; premier ministre : Dinesh Gunawardena (depuis le [22 juin 2022](#))

## 2 Profils à risque

- Personnes, en particulier les Tamoul·e·s du nord et de l'est, **ayant été actives pour les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) ou qui sont soupçonnées** d'avoir sympathisé avec les LTTE ou d'avoir espionné pour leur compte ; anciens membres « réhabilité·e·s » des LTTE.
- Personnes soupçonnées d'être **critiques envers le régime**, en particulier les journalistes tamoul·e·s et les activistes pour les droits humains
- **Personnes participant aux manifestations d'opposition** : risque de subir des violences policières. **Les personnes à la tête de manifestations** courent le risque d'être arrêtées.
- **Proches** politiquement actives et actifs de **personnes disparues ainsi que les avocat·e·s et activistes les soutenant**
- **Témoins de crimes de guerre** et de violations des droits humains

- Personnes ayant subi des **violences sexuelles ou des actes de torture** de la part d'acteurs étatiques ou paramilitaires : risque de menaces
- Personnes **enquêtant sur les crimes de guerre, les violations des droits humains et les crimes financiers commis par des représentant-e-s du gouvernement**
- **Personnes menant des activités politiques en exil** critiques envers le gouvernement et les personnes entretenant des liens avec certains **groupes de la diaspora tamoule**. En [juin 2023](#), le Sri Lanka a adapté la liste des organisations de la diaspora tamoule considérées comme terroristes par le gouvernement :
  - LTTE, Tamil Rehabilitation Organization (TRO), Tamil Coordinating Committee (TCC France), World Tamil Movement (WTM), Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), World Tamil Relief Fund (WTRF), Headquarters Group (HQ Group), National Council of Canadian Tamil (NCCT), Tamil Youth Organization (TYO Australia), et d'autres TYO au Canada, en Suisse, en France et au Royaume-Uni
- **Personnes appartenant** réellement ou supposément **à un groupe islamiste ou autre** considéré comme terroriste par le gouvernement sri-lankais depuis [juin 2023](#) :
  - National Thowheed Jama'ath (NTJ), Jama'athe Milla'athe Ibrahim (JMI), Willayath As Seylani, Darul Adhar alias Jamiul Adhar Mosque a.k.a Dharul Adhar Quran Madrasa a.k.a Darul Aadhaar Ath'thabawiyya, Sri Lanka Islamic Student Movement (S.L.I.S.M, Jamia), Save the Pearls (Save the Pearl Society)
- **Minorité musulmane**. Les membres de la minorité musulmane peuvent être victimes d'arrestations arbitraires ainsi que de menaces et d'intimidations de la part de tiers.
- **Femmes célibataires et veuves de guerre**. Elles peuvent être victimes d'agressions sexuelles de la part des forces de sécurité et de tiers. Situation économique parfois précaire.
- **Personnes LGBTIQ**. Les relations sexuelles entre personnes du même sexe sont interdites. Les personnes LGBTIQ sont exposées à des actes de harcèlement et de violence de la part des autorités et à des actes de violence de la part de tiers.

### 3 Derniers développements

**Situation toujours critique après la crise économique.** Le Sri Lanka se relève lentement de la grave crise économique, qui a touché le pays dès 2019, notamment grâce au [plan de sauvetage](#) du Fonds monétaire international (FMI). À cause de la crise, le taux de pauvreté a doublé entre 2021 et 2022 pour atteindre [25 %](#), tandis qu'en octobre 2023, on estimait qu'environ [24 % des ménages](#) se trouvaient en situation « d'insécurité alimentaire de sévérité modérée », avec des conséquences particulièrement néfastes pour les [femmes enceintes et allaitantes](#) et pour les [enfants](#).

**Conséquences de la crise économique sur le secteur de la santé.** Le secteur de la santé souffre encore aujourd'hui des conséquences de la crise économique, notamment en ce qui concerne la [disponibilité et la qualité des médicaments](#). Des membres du personnel médical avaient publiquement dénoncé la baisse de qualité des médicaments importés après une série de décès et de maladies graves survenus dans des hôpitaux. Le ministère de la Santé a ensuite [interdit](#) au personnel de santé de s'exprimer librement sur la situation du secteur.

**Élection prévue à l'automne 2024.** Une élection présidentielle devrait avoir lieu en [septembre ou octobre 2024](#). Il est toutefois possible qu'elle soit à nouveau [reportée](#).

**Réduction des effectifs de l'armée.** Le gouvernement sri lankais a décidé de réduire la taille de l'armée pour des raisons de coûts. Les effectifs doivent ainsi passer de 200 000 à 135 000 personnes d'ici fin 2024, l'objectif étant d'atteindre un [contingent de 100 000](#) militaires aux alentours de 2030. Ils n'étaient déjà plus que [150 000](#) en février 2024.

**Restriction de la liberté d'expression.** Bien que le nombre de manifestations ait diminué, des faits de [violence excessive](#) à l'encontre de manifestant·e·s ont de nouveau été à déplorer. Le [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) (PIDCP) est appliqué pour engager des [poursuites pénales](#) contre les [personnes critiques](#). En janvier 2024, une [loi sur la sécurité en ligne](#) visant à [restreindre](#) davantage la [liberté d'expression](#) a été adoptée.

**La loi sur la prévention du terrorisme toujours en vigueur.** La loi draconienne sur la [prévention du terrorisme continue](#) d'être [appliquée](#). En 2023, au moins [15 personnes](#) ont été mises en détention en vertu de cette loi, dont neuf Tamoul·e·s qui auraient « glorifié » les LTTE en novembre 2023. La même année, de nombreuses personnes détenues en vertu de cette loi ont été libérées. [46 personnes](#) étaient encore officiellement en détention en vertu de cette loi en août 2023. La nouvelle loi sur la lutte antiterroriste censée la remplacer n'a pas encore été adoptée et présente [toujours de sérieuses lacunes](#).

**Surveillance et harcèlement des personnes et organisations critiques.** Les organisations non gouvernementales, les défenseurs et défenseuses des droits humains, les activistes et les personnes participant à des initiatives de commémoration ainsi que les [proches](#) de personnes disparues font l'objet de [surveillance, d'intimidation et de harcèlement](#) de la part des services de renseignement, de l'armée et de la police ou de personnes non identifiées liées à [d'ex-paramilitaires](#).

**Signalements d'enlèvements, de détentions illégales et de torture dans le nord et l'est du pays.** Des témoignages continuent d'indiquer sous le régime actuel que la police et les forces de sécurité [enlèvent](#) des personnes tamoules, les placent illégalement en détention, les torturent et les interrogent sur leurs [liens avec les LTTE](#) ou leur [participation à des manifestations](#), principalement dans le nord et l'est du pays.

**Torture et violence excessive, nouveaux décès en détention.** Des [décès en détention](#) ou en [garde à vue](#) ont encore été recensés en 2023. [Les faits de torture et de violence excessive](#) aux mains des forces de police sont très répandus. Les individus responsables restent souvent [impunis](#).

## 4 Pratique des autorités suisses

**Taux de protection du SEM.** Chiffres du SEM pour [2023](#) : taux de reconnaissance de 34,7 % ; taux de protection (positif + AP) de 45,4 %. Chiffres pour [2022](#) : taux de reconnaissance de 31,3% ; taux de protection (positif + AP) de 37,4 %.